POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ — PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Version 2.0 — 10 novembre 2026

Base légale : Loi n°2017-20 du 20 avril 2018 portant Code du Numérique en République du Bénin (Livre 5 : Protection des données à caractère personnel), modifiée par la Loi n°2020-35 du 06/01/2021 (composition des autorités de régulation et de contrôle — art. 121, 125 et 464 — sans modification du Livre V), et décisions de l'APDP. Conforme également au RGPD lorsque applicable (clientèle européenne).

ARTICLE 1 — QUI EST RESPONSABLE DE VOS DONNÉES

- **Responsable** : Coin Branché propulsé par l'entreprise RSYNC LAB (Auto-entrepreneur/RCCM : RB/ABC/26 A 144147 du 29-07-2026, N° IFU 0202476326170), Abomey-Calavi — hellocoinbranche@gmail.com — [Téléphone à compléter] (au sens de l'Art. 392 du Code du Numérique : il prend la décision de collecter et de traiter les données et en détermine les finalités et les moyens — comptes, mise en relation, paiements).
- **Délégué à la Protection des Données (DPO)** : [Nom / email DPO — à désigner conformément à l'Art. 430] — contact : dpo@coinbranche@gmail.com
- **Autorité de contrôle** : Autorité de Protection des Données à caractère Personnel (**APDP**), Bénin — https://apdp.bj — réclamations en ligne sur le portail de l'Autorité
- **Formalités préalables auprès de l'APDP** : déclaration des traitements de données à caractère personnel (Art. 405 du Code du Numérique ; autorisation préalable Art. 409 pour les traitements qui y sont soumis) en cours de dépôt ; tenue d'un **registre des activités de traitement** (Art. 435) ; édition du **rapport annuel** à l'APDP (Art. 387). Certains traitements (KYC, géolocalisation, profils) feront l'objet d'une **analyse d'impact (AIPD)** préalable si le risque le justifie (Art. 428-429).

ARTICLE 1bis — PRINCIPES APPLICABLES AU TRAITEMENT

Conformément au Livre V du Code du Numérique (et aux principes alignés sur le RGPD et la Convention de Malabo de l'UA), Coin Branché s'engage à respecter :

Principe	Traduction concrète
Licéité, loyauté, transparence	Base légale identifiée pour chaque finalité ; information claire (Art. 415-416)
Finalité déterminée	Données collectées pour des usages explicites, pas de réutilisation incompatible
Minimisation	Uniquement les données strictement nécessaires (ex : NPI requis pour KYC, pas de données de santé)
Exactitude	Mise à jour via l'espace compte ; droit de rectification
Limitation de durée	Suppression/anonymisation passé les durées de l'Art. 4
Intégrité et confidentialité	Mesures techniques et organisationnelles (Art. 6 ci-dessous)

Responsabilité (accountability)	Preuves du consentement, registre, AIPD, contrats sous-traitants

Catégorie	Données	Source
Identité	Nom, prénoms, date naissance, sexe, nationalité, NPI (11 chiffres), photo portrait	Formulaire /partenaires, /devenir-commis, Keycloak
Contact	E-mail, téléphone/WhatsApp (+229), adresse, ville	Idem
KYC	CNI/CIP/Passeport, justificatif domicile, statut d'entreprenant (RCCM + IFU — l'IFU seul ne suffit pas), mandat propriété, titre foncier	Upload fichiers
Paiement	Montant, devise (XOF/EUR), moyen (Mobile Money, carte), ID transaction FedaPay ou PaWaPay — jamais de n° CB stocké	FedaPay / PaWaPay
Réservation	Annonce, dates, voyageurs, prix, profil annulation, avis/notes	Plateforme
Technique	IP, empreinte SHA-256, horodatage, logs, cookies (cf. /legal/cookies), Mapbox/Meilisearch	Navigation

Aucune donnée sensible (santé, opinion) n'est collectée, sauf assistance médicale Comis avec consentement explicite.

ARTICLE 3 — FINALITÉS ET BASES LÉGALES

Finalité	Base légale (Code Numérique Art. 389 : consentement et légitimité)
Création et gestion de compte, mise en relation	Exécution du contrat (CGU/CGV)
Vérification d'identité (KYC), lutte fraude	Obligation légale + intérêt légitime
Traitement des Réservations et paiements	Exécution du contrat
Envoi de communications service (confirmation, rappel)	Exécution du contrat
Newsletter / offres (-15 % lancement)	Consentement (opt-in)
Mesure d'audience, amélioration	Consentement (cookies) ou intérêt légitime anonymisé
Respect obligations fiscales/comptables	Obligation légale

ARTICLE 4 — DURÉES DE CONSERVATION

Donnée	Durée
Compte actif	Durée du compte + 3 ans après inactivité
Pièces KYC	5 ans après clôture (obligation légale)
Transactions / factures	10 ans (comptabilité OHADA)
Logs / consentement cookies	6 mois à 13 mois (cf. Politique Cookies)
Messages / avis	5 ans
Prospects newsletter	3 ans après dernier contact

Au-delà, anonymisation ou suppression sécurisée. Ces durées sont fixées par Coin Branché en application de l'Art. 433 (conservation limitée à la période requise pour les finalités ; conservation longue uniquement à des fins d'archives historiques, statistiques ou de recherche).

ARTICLE 5 — DESTINATAIRES

- **Interne** : personnel habilité Coin Branché (support, conformité) — accès selon le principe du moindre privilège
- **Partenaires** (responsables de traitement distincts pour leurs propres données) : Propriétaires / Restaurateurs / Comis reçoivent uniquement les données strictement nécessaires à l'exécution de la Réservation (nom, dates, montant, coordonnées de contact) — aucun partage de données KYC
- **Sous-traitants** (liés par contrat de sous-traitance conforme à l'Art. 386 du Code du Numérique : garanties suffisantes, mentions contractuelles spécifiques, action sur seule instruction du responsable) :

Sous-traitant	Pays	Traitement	Garantie
FedaPay	Bénin / France	Encaissement Mobile Money et cartes (hébergement, menus, événements)	Contrat de traitement, 1,8 %
Stripe	Internationale	Paiement par carte bancaire internationale (touristes, réservations en ligne)	Contrat de traitement, 1,4 % / 3,4 % carte
PayPal	Internationale	Paiement par carte bancaire internationale (touristes, réservations en ligne)	Contrat de traitement, 3,4 %
Vercel (site)	États-Unis	Hébergement coinbranche.com	Clauses contractuelles, transfert encadré
Ashborn / Keycloak	—	Authentification et gestion des identités	Chiffrement, hébergement local
Meilisearch	Hébergement UE	Moteur de recherche / filtre momo	Traitement limité aux annonces
Mapbox	États-Unis	Géolocalisation des lieux	Données de position, durée limitée
Cloudflare	États-Unis / UE	DNS, CDN, protection	Transfert encadré

- **Autorités** : sur réquisition légale (APDP, tribunaux compétents de Cotonou)

Aucune vente de données à des tiers. Pas de transfert hors Bénin/UE sans garanties appropriées (clauses contractuelles types, consentement, pays adéquats).

Cas particulier « Caisse MoMo » (bars/maquis) : le paiement de l'addition s'effectue **directement sur le compte MoMo Pay de l'établissement** via son QR ; **Coin Branché ne collecte ni ne traite les données de paiement bar** — le bar agit comme responsable de traitement de ses propres transactions MoMo. La plateforme ne trace que la confirmation de service saisie par le gérant, à des fins de gestion interne uniquement.

Clause de non-mandataire et séparation des flux : Coin Branché ne se substitue pas au gérant du bar et ne reçoit aucun paiement direct en contrepartie du chiffre d'affaires du client. Aucun compte de tiers n'est ouvert ni géré par Coin Branché pour le compte du bar. La

plateforme n'opère aucun parking de caisse, aucun paiement fractionné ni aucun versement différé sur les fonds du bar. Ces dispositions ne visent que les **ventes directes de consommations** du bar : les **Menus prépayés et l'Événementiel**, vendus et encaissés par la Plateforme, ainsi que les Réservations d'hébergement, relèvent d'un flux distinct réglé par partage chez le prestataire de paiement (Contrat Propriétaire, art. 5.4), sans incidence sur les données de paiement du bar.

Obligation e-MECeF distincte : les factures d'abonnement émises par Coin Branché (5 000 ou 10 000 FCFA par mois) sont distinctes des factures e-MECeF que le bar émet à ses propres clients finaux pour ses ventes de boissons. Coin Branché n'émet aucune facture fiscale e-MECeF pour le compte du bar. Le bar reste l'unique assujetti à la TVA et à l'e-MECeF sur ses ventes propres.

ARTICLE 6 — SÉCURITÉ

Coin Branché met en œuvre les **mesures techniques et organisationnelles appropriées** au regard du risque (Art. 426 du Code du Numérique ; sécurité dès la conception Art. 424) :

- **Chiffrement** en transit (HTTPS/TLS) et au repos pour les pièces sensibles (KYC) ;
- **Pseudonymisation** des identifiants de session et des traces analytiques ;
- **Cloisonnement des accès** selon le principe du moindre privilège et authentification forte (Keycloak) ;
- **Journalisation et horodatage** des consentements, connexions et signatures (empreinte SHA-256) ;
- **Sauvegardes** régulières et plan de restauration ;
- **Sensibilisation** du personnel à la protection des données.

En cas de **violation de données** (incident portant atteinte à la confidentialité, l'intégrité ou la disponibilité), notification **sans délai** à l'**APDP et aux personnes concernées**, décrivant la nature de la rupture, les catégories et le nombre approximatif de personnes et d'enregistrements concernés, les conséquences probables et les mesures prises ou envisagées (Art. 427). L'information des personnes n'est pas requise si les données étaient protégées par des mesures les rendant incompréhensibles (ex. chiffrement), si des mesures ultérieures écartent le risque élevé, ou si elle exigerait des efforts disproportionnés (communication publique alors possible).

ARTICLE 7 — VOS DROITS

Conformément au Livre 5 du Code du Numérique (Art. 437 et s.), vous disposez des droits suivants, à exercer par demande datée et signée à hellocoinbranche@gmail.com ou dpo@coinbranche@gmail.com (copie communiquée sans délai et au plus tard dans les **soixante (60) jours** ; copies supplémentaires facturées au coût administratif ; demandes manifestement abusives écartées avec l'accord de l'Autorité) :

- **Information** : savoir si vos données sont traitées et dans quelles conditions (Art. 415-416)
- **Accès** : obtenir confirmation du traitement, ses finalités, les catégories de données et de destinataires, et la communication intelligible de vos données et de leur origine (Art. 437)
- **Rectification** : corriger une donnée inexacte ou incomplète

- **Effacement / droit à l'oubli** : suppression (sauf obligation légale contraire, ex : factures 10 ans)
- **Opposition** : vous opposer au traitement fondé sur l'intérêt légitime ou à la prospection
- **Limitation** : faire bloquer le traitement en cas de contestation
- **Portabilité** : recevoir vos données en format structuré, lisible par machine
- **Retrait du consentement** : à tout moment, sans effet rétroactif (prospection, cookies)
- **Décision automatisée** : droit de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, destiné à évaluer votre personnalité (Art. 401 ; le profil d'annulation et la notation Comis incluent une révision humaine)
- **Réclamation** : auprès de l'**APDP** (https://apdp.bj) si réponse insatisfaisante

Un justificatif d'identité peut être demandé pour authentifier la demande. L'exercice de ces droits est **gratuit** sauf demande manifestement abusive.

ARTICLE 7bis — SANCTIONS ET CONTRÔLE

L'APDP peut prononcer des **mesures correctrices, injonctions, suspensions de traitement** et des **sanctions pécuniaires** en cas de manquement au Livre V du Code du Numérique (en 2022, une sanction de plus de 20 millions FCFA a été infligée à un responsable de traitement). Coin Branché s'engage à coopérer avec l'Autorité en cas de contrôle et à déclarer tout traitement avant sa mise en œuvre.

ARTICLE 8 — MINEURS

La Plateforme est réservée aux **majeurs (≥18 ans)**. Aucune donnée de mineur n'est collectée. Les photos de mineurs sont interdites (Doc 07 Consentement Photo). Tout compte mineur détecté est supprimé.

ARTICLE 9 — COOKIES

Voir **Politique Cookies** (/legal/cookies) pour le détail des traceurs, durées et gestion du consentement.

ARTICLE 10 — TRANSFERTS HORS BÉNIN

Les données des Clients internationaux peuvent être traitées hors Bénin (ex : Vercel USA) avec garanties appropriées. Information préalable fournie.

ARTICLE 11 — MISE À JOUR

La présente politique peut évoluer (loi, APDP, fonctionnalités). La version en vigueur est celle publiée sur /legal/privacy avec date et numéro de version. Notification par email en cas de changement substantiel.

Date de dernière mise à jour : 10 novembre 2026 — **Version :** 2.0